



CHAPITRE 321

CHAPTER 321

LOI CONCERNANT LES SEIGNEURIES

AN ACT RESPECTING SEIGNIORIES

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des seigneuries*. S. R. 1925, c. 260, a. 1.

1. This act may be cited as the *Seigniories' Act*. R. S. 1925, c. 260, s. 1.

Short
title.

SECTION I

DIVISION I

DES DROITS ET DEVOIRS FÉODAUX

FEUDAL RIGHTS AND DUTIES

§ 1.—*De l'abolition de ces droits*

§ 1.—*Their Abolition*

Tenure
des biens-
fonds.

2. 1. Depuis l'avis donné dans la *Gazette du Canada* du dépôt des cadastres seigneuriaux, les biens-fonds dans les seigneuries sont possédés en franc-alleu roturier, et francs de tous cens, droits de banalité et de retrait, et autres droits et charges féodales et seigneuriales de quelque espèce que ce soit, excepté la rente constituée qui est substituée à ces droits et charges.

Rente.

Propriété
du sei-
gneur.

2. Tout seigneur possède depuis cette date en franc-alleu roturier son domaine et les terres non concédées de sa seigneurie, ainsi que les forces hydrauliques dans les rivières qui lui appartiennent.

Plus de
droits féo-
daux.

Ces propriétés et les rentes constituées qui lui sont payables par ses censitaires, ou par le seigneur du fief ou de la seigneurie dans lequel il est seigneur dominant, sont possédées par lui quittes et libres de tous droits ou redevances féodales à la couronne ou au seigneur dominant dont son fief ou sa seigneurie relève, sujet cependant, pour ce qui regarde le seigneur et le censitaire, aux dispositions de la présente section.

Droits ho-
norifiques,
etc.

3. Le seigneur comme tel n'est sujet à aucune obligation onéreuse envers ses censitaires et ne peut prétendre à aucun droit honorifique; et nulle terre ou nul fonds

2. 1. Since the date of the publication in the *Canada Gazette* of a notice of the deposit of the schedule of any seigniority, the lands in seigniories have been and are held in *franc-alleu roturier*, free and clear of all cens, droit de banalité, droit de retrait and other feudal and seigniorial duties and charges whatsoever, except the constituted rent, which is substituted for all such duties and charges.

Tenure of
lands.

2. Every seignior has since then held his domain and the unconceded lands in his seigniority, and all water-powers in the rivers now belonging to him, in *franc-alleu roturier*.

Seignior's
domain,
etc.

Such property and the constituted rents payable to him by his censitaires, or by any seignior of whose fief or seigniority he is the dominant seignior, are held and enjoyed by him free and clear of all feudal dues or duties to the Crown or to any dominant seignior from whom his fief or seigniority is held; subject, however, both as regards such seignior and censitaire, to the provisions of this division.

No feudal
dues, etc.

3. The seignior as such is not subject to any onerous obligation towards his censitaires, or entitled to any honorary rights, nor shall any land granted by any seignior

Honorary
rights, etc.

n'est concédé par un seigneur pour être tenu autrement que sous la tenure en franc-alleu roturier, ou pour être sujets à des droits de mutation ou autres redevances féodales. S. R. 1925, c. 260, a. 2.

be held by any other tenure than *franc-alleu roturier*, or be subject to any mutation fines or other feudal dues. R. S. 1925, c. 260, s. 2.

Forces
hydrau-
liques.

3. Le droit du seigneur, acquis en vertu de stipulations légales faites avant le 18 décembre 1854*, par un contrat subséquent au contrat de concession, de prendre un terrain pour exploiter les forces hydrauliques adjoignant ce terrain et lui appartenant, sur paiement de la pleine valeur du terrain et de toutes les améliorations qui y sont faites, reste en pleine force et vigueur.

3. The right which any seignior acquired by any legal stipulation contained in any deed subsequent to the deed of concession, and entered into before the 18th of December, 1854*, to take any land for the purpose of using the water-power adjoining the same and belonging to such seignior, on paying for such land the full value thereof and of all improvements thereon, remains in full force.

Idem.

Si le seigneur n'exploite pas les forces hydrauliques ainsi acquises, le propriétaire d'un terrain adjoignant ces forces hydrauliques peut demander le droit de les exploiter, en lui payant la pleine valeur de ce droit.

If the seignior does not use the water-power so acquired, the owner of any land adjoining such water-power may claim from the seignior the right to use such water-power, on paying him the full value of such right.

Arbitrage.

Cette valeur, si elle n'est pas convenue, est déterminée par des arbitres, dont l'un est nommé par le propriétaire du terrain, un autre par le seigneur, et le troisième par les deux autres, ou, s'ils ne peuvent s'entendre, alors par un juge de la Cour supérieure; et la sentence rendue par deux d'entre eux est finale.

Such value, if not agreed upon, shall be fixed by arbitrators, one of whom shall be appointed by the owner of the land, another by the seignior and the third by the two others, or, if they cannot agree upon the appointment, then by a judge of the Superior Court; and the award of any two of them shall be final.

Droit du
proprié-
taire
riverain.

Sur paiement ou offre de paiement au seigneur de la valeur ainsi établie, le propriétaire du terrain a le droit d'exploiter ces forces hydrauliques de la manière mentionnée dans la demande qui en est faite et dans la sentence arbitrale. S. R. 1925, c. 260, a. 3.

Upon payment or tender to the seignior of the value so awarded, the owner of such land may use such water-power in the manner mentioned in the claim thereof and in the award. R. S. 1925, c. 260, s. 3.

Terres
non con-
cédées et
non com-
muées.

4. Les terres non concédées dans une seigneurie dont la tenure n'a pas été commuée lors de l'avis donné du dépôt des cadastres seigneuriaux, sont possédées par le seigneur en franc-alleu roturier, et peuvent être traitées par lui en la même manière que le sont les terres possédées par d'autres personnes sous la même tenure, sauf et excepté que si la seigneurie est substituée ou possédée autrement qu'à titre absolu de propriété, le prix de ces terres forme

4. All unconceded lands in any seigniori the tenure of which had not been commuted at the time of the notice given of the deposit of the seigniorial schedules, are held by the seignior *en franc-alleu roturier*, and may be dealt with in like manner as land held by other persons under the same tenure; except that if the seigniori be subject to a substitution or held by any person otherwise than as absolute owner thereof, the price of such

* La loi décrétant l'abolition des droits et devoirs féodaux, 18 Victoria, chapitre 3, a été sanctionnée le 18 décembre 1854. Elle est reproduite, avec ses amendements, au chapitre 41 des Statuts refondus du Bas-Canada. Le présent chapitre ne reproduit de cette loi que les dispositions qui sont demeurées applicables.

* The act to abolish feudal rights and duties, 18 Victoria, chapter 3, was assented to on the 18th of December, 1854. It is reproduced, with the amendments thereto, in chapter 41 of the Consolidated Statutes of Lower Canada. This chapter does not reproduce that act in its entirety, but only such provisions thereof as are still applicable.

alors le capital d'une rente constituée, lequel capital n'est payé qu'à une partie possédant la seigneurie à titre de propriété; mais toute personne dont le titre, avant la passation de l'acte seigneurial de 1854, l'a autorisée à concéder ces terres non concédées, peut les vendre pour cette rente constituée et non autrement. S. R. 1925, c. 260, a. 4.

lands shall form the capital of a constituted rent, which capital shall not be paid except to some person holding the seigniority as absolute owner thereof; but any person whose title would, before the passing of the Seigniorial Act of 1854, have authorized him to concede such unconceded lands, may sell the same for such constituted rent and not otherwise. R. S. 1925, c. 260, s. 4.

§ 2.—*Du rachat des rentes constituées remplaçant les droits seigneuriaux*

§ 2.—*Redemption of Constituted Rents Replacing Seigniorial Dues*

Rentes rachetables.

5. Toute rente constituée en remplacement des droits seigneuriaux est rachetable à toujours; mais si la seigneurie est substituée ou possédée par un tuteur, curateur ou propriétaire usufruitier, et si une opposition a été formée et est en vigueur, la rente et les arrérages seulement sont reçus, sauf l'exception dans l'article 6 qui s'applique à tous les cas de rachat de telles rentes. S. R. 1925, c. 260, a. 5.

5. Every constituted rent established in place of seigniorial dues shall always be redeemable; but if the seigniority be subject to a substitution or held by a tutor, curator or usufructuary, and an opposition be fyled and in force, the rent and arrears only shall be received, subject always to the exception in section 6, which shall apply to all cases of redemption of such rents. R. S. 1925, c. 260, s. 5.

Paiement au trés. prov.

6. Toute rente constituée dans une seigneurie, au sujet de laquelle une opposition a été formée, peut, en tout temps, être rachetée, moyennant paiement au trésorier de la province du capital de la rente avec intérêt jusqu'à la date du rachat. S. R. 1925, c. 260, a. 6.

6. Every constituted rent in any seigniority, in relation to which an opposition has been fyled, may, at any time, be redeemed by payment to the Provincial Treasurer of the capital thereof with interest computed up to the date of such redemption. R. S. 1925, c. 260, s. 6.

Remise des deniers;

7. La manière dont le trésorier de la province dispose de ces deniers est la suivante:

7. The Provincial Treasurer shall dispose of all such moneys as follows:

Substitution, etc.

1° S'ils proviennent d'une seigneurie à l'égard de laquelle il a été fait opposition parce que la seigneurie est substituée ou possédée par un curateur, un tuteur ou par toute autre personne la tenant en fidéicommiss pour d'autres, et non comme propriétaire absolu, le trésorier de la province paye, le jour de chaque année où la rente devient due, si elle n'a pas été rachetée, et tant que subsiste la substitution ou le fidéicommiss, à la personne qui a droit au revenu de la seigneurie, l'intérêt du capital de la rente au taux de six pour cent par année; et il en paye le capital, à l'expiration de la substitution ou du fidéicommiss, à la personne qui est désignée par le jugement du tribunal devant lequel l'opposition est faite.

1. If they accrue in a seigniority in relation to which opposition has been made on the ground that such seigniority is subject to a substitution or held by a curator, tutor or other person holding in trust for others, and not as absolute proprietor, the Provincial Treasurer, on the day in each year on which the rent would have become due if it had not been redeemed, and while such substitution or trust subsists, shall pay to the person entitled to the revenue of the seigniority, interest upon the capital of all such rents at the rate of six per cent per annum, and he shall pay the capital thereof at the expiration of the substitution or trust, to such person as shall be designated by the judgment of the court before which such opposition has been made.

- Emploi du capital.** Le tribunal peut, toutefois, sur la pétition du curateur, tuteur ou fidéicommissaire, en tout temps avant l'expiration de la substitution ou du fidéicommiss, ordonner que le capital ou toute partie du capital soit, par tel curateur, tuteur ou fidéicommissaire, appliqué et employé à l'acquisition de propriétés immobilières désignées dans le jugement.
- Païement.** Le trésorier de la province peut payer la somme mentionnée dans le jugement à la personne ou à la partie y désignée, comme étant le vendeur de ces propriétés immobilières, ou comme étant autrement autorisée à en recevoir le prix; ces propriétés sont sujettes ensuite aux mêmes fidéicommiss et substitutions que la seigneurie à l'égard de laquelle l'acquisition a été ordonnée;
- Réclamations hypothécaires.** 2° S'ils proviennent d'une seigneurie à l'égard de laquelle l'opposition est faite à raison de réclamations hypothécaires et non à raison de ce que ladite seigneurie est substituée ou tenue en fidéicommiss, le trésorier de la province agit à l'égard de ces deniers de la même manière que pour les fonds spécial approprié en aide aux censitaires. S. R. 1925, c. 260, a. 7.
- Païement au seigneur.** 8. Dans toute seigneurie dont le seigneur a le droit de recevoir le capital de la rente constituée, cette rente peut être rachetée sans le consentement d seigneur, sur paiement du capital au seigneur ou à son agent le jour où la rente devient annuellement due, ou pendant les sept jours suivant immédiatement; et chaque fois que le capital de cette rente a été ainsi offert au seigneur ou à son agent, et que le capital ou un reçu du capital a été refusé, cette rente devient ensuite rachetable en tout temps. S. R. 1925, c. 260, a. 8.
- Rachat par un seul paiement.** 9. Les censitaires dans une seigneurie peuvent, en tout temps, racheter par un seul paiement toutes les rentes constituées restant alors dans la seigneurie; et, dans ce cas, le prix du rachat est payé au seigneur, s'il n'y a pas d'opposition formée et en vigueur; s'il y a une telle opposition, il est payé au trésorier de la province, et il en est disposé à tous égards comme de deniers à lui payés en vertu de l'article 7.
- The court may, however, on petition of such curator, tutor or trustee, at any time before the expiration of the substitution or trust, order that such capital, or any portion thereof, be, by such curator, tutor or trustee, invested in immoveable property to be designated in the order.
- The Provincial Treasurer may pay the sum mentioned in such order, to the person therein designated as the vendor of such immoveable property or as otherwise entitled to receive the price thereof; and thereafter such immoveable property shall be subject to all such trusts or substitutions as was the seigniority in respect to which the same was so ordered to be acquired;
2. If they accrue in a seigniority in relation to which such opposition has been made by reason of hypothecary claims thereon, and not upon the ground of the same being substituted or held in trust as aforesaid, the Provincial Treasurer shall deal with such moneys in the same manner as with money accruing to the seignior out of the special funds appropriated in aid of the *censitaires*. R. S. 1925, c. 260, s. 7.
8. In every seigniority the seignior whereof has the right to receive the capital of the constituted rents, such rents may be redeemed without the consent of the seignior, by payment of the capital thereof to him or to his agent, either on the day on which such rent annually becomes due or within the seven days immediately following; and whenever the capital of any such rent has been so tendered to such seignior or to his agent, and the same or a receipt therefor has been refused, such rent shall be redeemable at any time thereafter. R. S. 1925, c. 260, s. 8.
9. The *censitaires* in any seigniority may, at any time, redeem by one payment all the constituted rents then remaining in the seigniority, and in such case the redemption money shall be paid to the seignior, if there be no opposition filed and in force, and, if there be such opposition, then it shall be paid to the Provincial Treasurer, and shall be dealt with in all respects as money paid to him under section 7.

Investment of capital.

Payment.

Hypothecary claims.

Payment to seignior.

Redemption in one payment.

Prix du rachat.

Le prix de rachat est toujours la somme capitale dont l'intérêt au taux de six pour cent égale le montant annuel de la rente rachetée, à moins qu'il ne soit convenu d'un autre taux entre les censitaires et un seigneur ayant droit au prix de rachat pour son propre usage. S. R. 1925, c. 260, a. 9.

The redemption money shall be such capital sum the interest whereon, at the rate of six per cent, shall be equal to the rents redeemed, unless another rate be agreed upon by the *censitaires* and a seignor having the right to such redemption money for his own use. R. S. 1925, c. 260, s. 9.

Redemption price.

Rachat par fiduciaries.

10. Tous ceux qui possèdent en mainmorte, les corporations, tuteurs, curateurs et administrateurs possédant des fonds tenus en roture, ou les possesseurs de fonds substitués, dont les rentes constituées peuvent être rachetées avec avantage pour ceux qu'ils représentent, peuvent effectuer le rachat de la rente constituée seigneuriale, en payant le prix du rachat à même les deniers de ceux qu'ils représentent.

10. All persons holding in mortmain, corporations, tutors, curators and administrators possessing lands, held *en roture*, or persons holding lands subject to substitution, the constituted rents upon which can be redeemed with advantage to those whom they represent, may redeem any constituted seigniorial rent by paying the price of redemption out of the moneys of those whom they represent.

Redemption by fiduciaries.

Formalités.

Dans le rachat de ces rentes, les tuteurs, curateurs et usufruitiers, et les possesseurs de biens substitués, sont tenus d'observer les formalités prescrites par la loi pour l'aliénation des biens de ceux dont les droits sont représentés par eux.

In the redemption of such rents, tutors, curators and usufructuaries and holders of substituted lands shall observe the formalities required by law in the alienation of the property of the persons whom they represent.

Formalities.

Mainmorte, etc.

Ceux qui possèdent en mainmorte, et les corporations, ne sont tenus d'observer aucune autre formalité que celles qui sont prescrites par la présente section. S. R. 1925, c. 260, a. 10.

Persons holding in mortmain, and corporations, need not observe any other formality than those prescribed by this division. R. S. 1925, c. 260, s. 10.

Mortmain, etc.

Placement par communautés religieuses.

11. Il est loisible aux diverses communautés religieuses ou ecclésiastiques qui possèdent, dans la province, des fiefs ou seigneuries en mainmorte, de placer, à volonté, sur des biens-fonds ou propriétés, ou sur des garanties publiques ou privées dans cette province, selon qu'elles le jugent plus convenable ou plus avantageux pour leurs communautés respectives, toutes sommes de deniers qui peuvent leur revenir du rachat de toute rente constituée seigneuriale, ou à même le fonds spécial approprié en aide des censitaires. S. R. 1925, c. 260, a. 11.

11. The several religious or ecclesiastical communities, holding in mortmain fiefs or seigniories in the Province, may invest, as they see fit, in any lands or tenements in the Province, or in any public or private securities therein, which they deem the best for their respective communities, any money that may accrue to them from the redemption of any constituted seigniorial rent or out of the special funds appropriated in aid of the *censitaires*. R. S. 1925, c. 260, s. 11.

Investments by religious communities.

§ 3.—Des rentes constituées sous une tenure libre

§ 3.—Redemption of Constituted Rents

Pas de rentes non rachetables, etc.

12. Les biens-fonds tenus en franc et commun soccage, ou en franc-allev roturier, ne sont chargés d'aucune rente perpétuelle non rachetable; toutes les fois que telle rente est ainsi stipulée, le capital peut,

12. Lands held in free and common soccage or *en franc-allev roturier* shall not be charged with any perpetual irredeemable rent; and whenever any such rent is so stipulated, the capital thereof may be

No irredeemable rents, etc.

en tout temps, être racheté, au choix du possesseur du bien-fonds qui en est chargé, sur paiement du capital de la rente, calculé au taux légal de l'intérêt; et toute stipulation dans un titre translatif de propriété d'un bien-fonds tendant à le charger d'un droit de mutation ou de paiement en corvées, ou tendant à imposer au possesseur du bien-fonds le devoir de transporter son grain à un moulin particulier, ou toute autre redevance, servitude ou charge féodale quelconque, est nulle et de nul effet. S. R. 1925, c. 260, a. 12.

at any time redeemed, at the option of the holder of the land charged therewith, on payment of the capital of such rent calculated at the legal rate of interest; and any stipulation in any deed of conveyance of any such land tending to charge the same with any mutation fine or any payment in labour, or tending to impose upon the holder of any such land the duty of carrying his grain to any particular mill, or any other feudal duty, servitude or burden whatsoever, shall be null and void. R. S. 1925, c. 260, s. 12.

Pas de prescription.

13. Le capital de la rente constituée n'est en aucun cas sujet à prescription, qu'il y ait ou non changement du propriétaire de la terre affectée à la rente. S. R. 1925, c. 260, a. 13.

13. The capital of constituted rents shall not be subject to prescription, whether or not there be any change in the ownership of the land charged with the said rent. R. S. 1925, c. 260, s. 13.

§ 4.—*De l'effet du dépôt des cadastres seigneuriaux*

§ 4.—*Effect of the Deposit of Seigniorial Schedules*

Titre des rentes.

14. Le cadastre fait et déposé pour un fief ou une seigneurie est un titre final en faveur du seigneur du fief ou de la seigneurie, pour les rentes constituées établies pour représenter les droits seigneuriaux jusqu'au rachat final de ces rentes, sans qu'en aucun cas, soit pour raison de changement dans la personne du seigneur ou du censitaire, soit pour laps de temps ou autres causes, un titre nouvel puisse être requis du détenteur d'un fond grevé de ces rentes. S. R. 1925, c. 260, a. 14.

14. The schedule made and deposited for any fief or seignior, shall be a final title in favor of the seignior thereof for the constituted rents established to represent his seigniorial rights, until final redemption of such rents, and in no case, whether from change in the person of any seignior or *censitaire* or by lapse of time or other cause, may any renewal deed be demanded from any holder of any land charged with such rents. R. S. 1925, c. 260, s. 14.

Immeuble omis du cadastre.

15. Tout censitaire dont le nom n'a pas été porté au cadastre seigneurial, tel que complété et déposé, est néanmoins tenu au paiement de la rente, au taux qui y aurait été fixé si son nom n'en eût pas été omis, et le seigneur peut en réclamer le paiement après avoir fait faire un procès-verbal d'arpentage de l'immeuble ainsi omis du cadastre. S. R. 1925, c. 260, a. 15.

15. Every *censitaire* whose name has not been entered in the seigniorial schedule, as completed and deposited, shall nevertheless pay the rent at such rate as would have been fixed if his name had not been omitted, and the seignior may demand payment thereof, after having caused a survey to be made of the land so omitted from the schedule. R. S. 1925, c. 260, s. 15.

Erreur sur l'étendue du terrain.

16. Tout censitaire dont le nom a été porté au cadastre seigneurial pour une étendue de terre moins considérable que celle qu'il possède réellement est néanmoins tenu au paiement de la rente pour la totalité de l'étendue qu'il possède; le seigneur sur procès-verbal d'arpentage constatant l'étendue de l'immeuble en

16. Every *censitaire* whose name has been entered on the schedule as holding land less than that which he actually holds, shall nevertheless pay the rent for all the land which he possesses; and the seignior, after he has caused a survey to be made establishing the extent of the land in question, may claim from the *censitaire*

question, peut réclamer du censitaire le paiement des rentes dues sur cet immeuble, au taux fixé pour la partie qui en a été porté au cadastre. S. R. 1925, c. 260, a. 16.

payment of the rent due on such land, at the rate fixed for the part thereof which has been set down in the schedule. R. S. 1925, c. 260, s. 16.

Erreur
sur l'étendue
du terrain.

17. Le censitaire dont le nom a été porté au cadastre pour une étendue de terre plus considérable que celle qu'il possède réellement, peut, sur procès-verbal d'arpentage, constatant l'étendue véritable de l'immeuble en question, réclamer du seigneur une diminution de rente proportionnée à l'étendue ainsi constatée. S. R. 1925, c. 260, a. 17.

17. Any *censitaire* whose name has been entered on the schedule as holding land more than that which he actually holds, may, after he has established by survey the real extent of the land in question, claim from the seignior a reduction of rent proportional to the extent of land so established. R. S. 1925, c. 260, s. 17.

Error as
to area.

Correc-
tion.

18. Les erreurs d'omission ou de commission, mentionnées dans les articles qui précèdent, peuvent être corrigées ou rectifiées de consentement et par accord entre le seigneur et le censitaire sans qu'il soit besoin de recourir à un arpentage. S. R. 1925, c. 260, a. 18.

18. The errors of omission or commission mentioned in the preceding sections may be corrected or rectified with the consent of the seignior and the *censitaire*, without a survey. R. S. 1925, c. 260, s. 18.

Correc-
tion.

Cadastrés.

19. Les cadastres seigneuriaux restent à tous égards, en pleine force et vigueur, nonobstant tout défaut de formalités ou toutes irrégularités qui peuvent s'y trouver. S. R. 1925, c. 260, a. 19.

19. The seigniorial schedules shall remain in force notwithstanding any informalities or irregularities therein. R. S. 1925, c. 260, s. 19.

Schedules.

§ 5.— *De l'opposition à la distribution des deniers provenant du rachat des droits seigneuriaux*

§ 5.— *Opposition to the Distribution of Moneys arising from the Redemption of Seigniorial Dues*

Opposi-
tion.

20. Tout propriétaire de seigneurie qui a, sous sa mouvance, un autre ou plusieurs fiefs (à moins que la valeur de ses droits n'ait été entrée dans le cadastre de sa seigneurie), et tout créancier hypothécaire sur une seigneurie dont le cadastre a été déposé au greffe de la Cour supérieure, dans le district où cette seigneurie est située en tout ou en partie, ont été tenus, pour la conservation de leurs droits, de former, dans les six mois à compter de la date de l'avis annonçant dans la *Gazette du Canada* le dépôt du cadastre de la seigneurie, une opposition à la distribution des deniers provenant ou pouvant provenir du rachat des droits seigneuriaux dans telle seigneurie.

20. Every owner of a seigniori having within his domain another or several fiefs (unless the value of his rights has been entered in the schedule of his seigniori), and every person having an hypothecary claim on a seigniori the schedule relative to which has been deposited in the office of the prothonotary of the Superior Court in the district in which such seigniori or part thereof is situate, was obliged, for the preservation of his privileges, within six months from the date of the notice in the *Canada Gazette* of the deposit of the schedule of such seigniori, to have fyled an opposition to the distribution of all moneys arising from the redemption of the seigniorial rights in such seigniori.

Opposi-
tions.

Dépôt,
etc.

Toute telle opposition a dû être déposée au greffe, et a eu son effet à compter de la date de ce dépôt durant trente ans, à moins d'être retirée plus tôt ou rejetée par jugement du tribunal; et, si toute telle opposi-

Every such opposition should have been fyled in the said office and if fyled has effect for thirty years from the date of such fyling, unless sooner withdrawn, or dismissed by judgment of the court;

Deposit,
etc.

tion est renouvelée dans moins de trente ans, l'opposant n'a droit de se faire payer que les frais d'une seule opposition.

Effet.

Pendant que cette opposition est en vigueur, tout censitaire qui paye le capital ou les deniers du rachat de la rente constituée au seigneur, le fait à ses risques et sous peine d'être responsable envers l'opposant de toute perte que celui-ci peut avoir subie à raison de ce paiement. S. R. 1925, c. 260, a. 20.

and if any such opposition be renewed within less than thirty years, the opposant shall be entitled to the costs of one opposition only.

Effect.

While such opposition remains in force, any *censitaire* who pays the capital or redemption money of the constituted rent to the seignior, does so at his peril, and on pain of being liable to any such opposant for any loss the latter may sustain by reason of such payment. R. S. 1925, c. 260, s. 20.

SECTION II

DES SEIGNEURIES DE LA COURONNE

§ 1.—*De l'interprétation*

Interprétation.

21. Dans la présente section, le mot "fonds" comprend toute propriété immobilière de quelque nature que ce soit; le mot "seigneurie" comprend les arrière-fiefs; le mot "censitaire" comprend toute personne possédant un fonds dans la seigneurie, et les mots "droits et redevances seigneuriales" comprennent toutes charges et obligations féodales et seigneuriales que ce soit. S. R. 1925, c. 260, a. 21.

§ 2.—*De la commutation dans les seigneuries de la couronne*

Demande à l'agent.

22. En conformité des sections 31 et 32 de l'acte impérial 3 George IV, chapitre 119, intitulé: "Acte pour régler le commerce des provinces du Bas et du Haut Canada et pour d'autres fins relatives aux dites provinces", toute personne qui possède un fonds à titre de cens et rentes dans la censive d'une seigneurie de la couronne ou appartenant aux biens du ci-devant ordre des jésuites, et désire obtenir une décharge des droits seigneuriaux en provenant, et commuer la tenure de ce fonds en celle de franc et commun socage, peut le faire en s'adressant dans ce but à l'agent qu'il appartient, tel que ci-dessous mentionné, pour la seigneurie dans laquelle le fonds est situé, en relatant, dans la demande qu'il doit faire par écrit, la désignation que comporte ses titres et exhibant ces mêmes titres et requérant la commutation.

Acte de décharge.

Sur paiement de la somme convenue

DIVISION II

CROWN SEIGNIORIES

§ 1.—*Interpretation*

Interpretation.

21. In this division, the word "land" includes immoveable property of every kind, the word "seigniorie" includes *arrière-fiefs*, the word "*censitaires*" includes any person holding land in a seigniorie, and the words "seigniorial rights and dues" include all feudal and seigniorial charges and burthens. R. S. 1925, c. 260, s. 21.

§ 2.—*Commutation in Crown Seigniories*

Application to agent.

22. Pursuant to sections 31 and 32 of the Act of the Imperial Parliament, 3 George IV, chapter 119, intituled: "An Act to regulate the Trade of the Provinces of Lower and Upper Canada, and for other purposes relating to the said Provinces" any person holding land *à titre de cens et rentes*, within the censive of any Crown seigniorie, or belonging to the estates of the late order of Jesuits, desiring to obtain a release of all seigniorial rights arising therefrom, and to commute the tenure of such land into free and common socage, may do so by applying in writing to the proper agent, as hereinafter mentioned, for the seigniorie in which the land is situate, setting forth in his application the description, according to his titles, of the land and tenure whereof he desires to commute, exhibiting also therewith his titles, and applying for such commutation.

Upon payment of the sum agreed upon

Deed of release.

entre l'agent et le requérant comme prix de la commutation projetée ou constatée tel que si-dessous prescrit, et sur paiement ou garantie de paiement des droits, charges et redevances seigneuriales dus à la couronne sur le fonds ou dont ce dernier se trouve chargé au profit de la couronne, l'agent est tenu de donner, au nom de la couronne, par acte dûment passé devant notaire, selon la formule 1 de la présente loi, une décharge des droits et redevances seigneuriales dus à la couronne.

between such agent and the applicant, as the price of the intended commutation, or ascertained as hereinafter provided, and also upon payment or security for the payment of all arrears of seigniorial rights, dues and duties which he owes to the Crown upon the said land, or with which it may then be chargeable in favor of the Crown, such agent shall execute in the name of the Crown, by deed duly executed before a notary according to form 1 of this act, a release of the seigniorial dues and rights due to the Crown.

Effet de l'acte. L'acte de commutation qui équivaut, à toutes fins quelconques, à une concession du fonds par la couronne, doit déclarer que ce fonds sera commué en vertu de telle décharge pour toujours en la tenure de franc et commun socage, à compter de la date dudit acte.

Such deed of commutation, which shall be to all intents equivalent to a grant of such land from the Crown, shall declare that the tenure of such land is forever commuted by such release into that of free and common socage from the date thereof.

Honoraire. Pour cet acte, le notaire a droit de la part du requérant à un honoraire de quatre dollars et pas davantage. S. R. 1925, c. 260, a. 22.

The notary shall, for such deed, be entitled to a fee of four dollars and no more from the applicant. R. S. 1925, c. 260, s. 22.

Prix de commutation. 23. Le prix de commutation des cens et rentes est le capital ou la somme d'argent dont ces cens et rentes seraient l'intérêt annuel, calculé au taux légal.

23. The commutation money for *cens et rentes* shall be the principal sum of money of which the said *cens et rentes* would be the yearly interest reckoned at the legal rate.

Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il le juge à propos, accorder aux censitaires, sur commutation de leurs terres, des soulagements égaux à ceux que les censitaires, dans d'autres seigneuries, ont obtenus en vertu de l'acte seigneurial. S. R. 1925, c. 260, a. 23.

The Lieutenant-Governor in Council may, if he see fit, allow to the *censitaires*, upon commutation of their lands, advantages equal to those which the *censitaires* in other seigniories have obtained under the Seigniorial Act. R. S. 1925, c. 260, s. 23.

Agents. 24. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, dans et pour chaque seigneurie qui appartient à la couronne, une personne compétente pour être agent pour les fins de la présente section et lui donner telles instructions qu'il juge convenables, pour sa conduite dans l'accomplissement de ses devoirs. S. R. 1925, c. 260, a. 24.

24. The Lieutenant-Governor in Council may appoint in and for each Crown seigniority a fit person to be agent for the purposes of this division, and may give, for his guidance in the performance of his duties, such directions as he deems expedient. R. S. 1925, c. 260, s. 24.

Honoraires. 25. Pour les devoirs que cet agent remplit relativement à toute telle commutation, il a droit d'exiger de la personne qui demande la commutation un honoraire de six dollars et pas davantage; mais il ne peut agir comme l'agent de cette personne dans aucun cas de commutation. S. R. 1925, c. 260, a. 25.

25. For all the duties performed by any such agent with respect to any such commutation, he shall be entitled to a fee of six dollars, and no more, from the person applying for the commutation, for whom he shall not, in any case of commutation, act as agent. R. S. 1925, c. 260, s. 25.

Extinction des droits seigneuriaux.

26. Depuis et après l'arrangement volontaire ou le règlement du prix de commutation, et après le paiement ou l'offre de paiement fait à l'agent qu'il appartient, ou depuis et après une déclaration signifiée à l'agent par le censitaire, de son option que le prix de commutation reste chargé et grevé sur le fonds à titre de rente constituée rachetable, et, après l'exécution conformément à cet arrangement, de la décharge par acte devant notaire, tous les droits de cens et rentes, droits de banalité de moulin, droits de retrait, exhibitions de titres et tous autres droits féodaux ou seigneuriaux quelconques de la couronne, sur ou touchant le fonds au sujet duquel telle commutation est requise, deviennent en conséquence commués, déchargés et éteints à perpétuité; et tel fonds est de ce jour et à toujours, tenu et possédé en franc et commun soccage et ne peut être concédé, rétrocedé ou tenu sur aucune tenure féodale ou seigneuriale que ce soit.

Privilèges réservés.

Toutefois, rien de ce qui est ci-dessus prescrit ne peut libérer ou décharger le fonds, dont la tenure est ainsi commuée, des droits, privilèges, hypothèques, réserves et réclamations de la couronne, dont il est grevé pour la sûreté et le recouvrement du prix de commutation, lequel reste comme charge sur le fonds à titre de rente constituée et rachetable.

Recours de la couronne.

Pour la sûreté et le recouvrement de tel prix de commutation, la couronne possède le même recours légal et les mêmes privilèges et priorité d'hypothèque qu'elle aurait en vertu de tout droit éteint par cette commutation, ou pour la sûreté et le recouvrement de tous arrérages seigneuriaux dus avant la commutation. S. R. 1925, c. 260, a. 26.

§ 3.—Des arrérages dans les seigneuries de la couronne

Lods et ventes à Québec.

27. 1. Il ne peut être reçu ni exigé, pour arrérages de lods et ventes échus et dus à la couronne, avant l'abolition des lods et ventes dans les seigneuries de la couronne, pour chaque mutation de fonds situés dans la cité de Québec, et dont la valeur avec celle des bâtiments y érigés, égalait ou excédait la somme de deux mille

26. From and after the voluntary settlement or adjustment touching the commutation money, and payment or tender thereof to the proper agent, by the *censitaire*, or declaration of his option that the commutation money do remain as a charge upon such land as a redeemable quit-rent, and execution conformably thereto of the release by a notarial deed— all and every the *droit de cens et rentes, droit de banalité de moulin, droit de retrait, exhibition de titres*, and all other feudal or seigniorial rights of the Crown upon, for and in respect of the land as to which commutation is applied for, shall be forever commuted, released and extinguished; and such land shall be holden thenceforth forever by the tenure of free and common soccage, and shall never again be granted, surrendered or held by any seigniorial or feudal tenure.

Seigniorial rights abolished.

Nothing hereinbefore contained shall discharge the land, the tenure whereof is so commuted, from the rights, hypothecs, privileges, reservations and demands of the Crown, in and upon the same, for the security and recovery of any commutation money remaining as a charge on such land at a redeemable quit-rent as aforesaid.

Privileges reserved.

For the security and recovery of the commutation money, the Crown has the same legal recourse, privilege and priority of hypothec as the Crown would have had for any right extinguished by such commutation, or for the security and recovery of any arrears of seigniorial dues accrued before such commutation. R. S. 1925, c. 260, s. 26.

Recourse of Crown.

§ 3.—Arrears in Crown Seigniories

27. 1. There shall not, for arrears of mutation fines (*lods et ventes*) accrued and due to the Crown before the abolition of *lods et ventes* in Crown seigniories, be demanded or taken for each change in the ownership of any lands situated within the city of Quebec, and the value of which, with the buildings thereon erected, was

Lods et ventes in Québec.

dollars, plus du vingtième du prix ou de la considération payé pour chaque vente ou transport.

Lods et
ventes
à Québec.

2. Pour chaque mutation, avant cette abolition, de fonds situés dans les limites de cette cité, dont la valeur avec les bâtiments y érigés, est de moins de deux mille dollars, il ne peut être exigé plus de la seizième partie du prix ou de la considération payé pour chaque vente ou transport.

Hors de la
cité de
Québec.

3. Pour chaque mutation, avant cette abolition, de fonds situés dans une censive de la couronne, en dehors des limites de cette cité, il ne peut être exigé plus de la seizième partie du prix ou de la considération payé pour chaque vente ou transport de tels fonds.

Arrérages
à Québec
avant
1847.

4. Les arrérages des lods et ventes échus et dus à la couronne dans cette cité le ou avant le 27 décembre 1847, suivant les taux ci-dessus mentionnés, n'ont été exigibles d'aucune personne endettée à cet égard personnellement ou hypothécairement, pour une plus grande somme que cent soixante dollars; et aucune personne, ainsi endettée, n'a été obligée de payer autrement que dans l'espace de sept années en sept paiements annuels égaux; excepté qu'à défaut par toute personne de faire tel paiement, après qu'il est devenu dû, tous les arrérages de lods et ventes dus à ces taux, ou tous les paiements non encore faits, sont devenus immédiatement payables à la couronne par la personne qui les doit. S. R. 1925, c. 260, a. 27.

equal to or exceeded two thousand dollars, more than one-twentieth of the price and consideration for each sale or conveyance.

2. For each change, before the said abolition, in the ownership in any lands situated within the said city the value of which, with the buildings thereon erected, is less than two thousand dollars, there shall not be exacted more than one-sixteenth part of the price and consideration for each sale or conveyance thereof.

Lods et
ventes
in Québec.

3. For such change, before the said abolition, in the ownership of any lands in the *censive* of the Crown outside the said city, there shall not be exacted more than one-sixteenth part of the price and consideration of the sale and conveyance of such lands.

Outside
Quebec.

4. All arrears of mutation fines (*lods et ventes*) accrued and due, within the said city, to the Crown, on or before the 27th of December, 1847, according to the respective rates aforesaid, have not been demandable from any person owing the same personally or hypothecarily, to a greater amount than one hundred and sixty dollars, nor has any such person, indebted as aforesaid, been compellable to pay the same, otherwise than within seven years from the said day, in seven equal annual instalments, except that in default of any person paying such instalment after the same became due, the whole of such arrears of mutation fines, according to the rates aforesaid, or the remaining unpaid instalments thereof, became immediately payable to the Crown by the person owing the same. R. S. 1925, c. 260, s. 27.

Arrears
in Québec
before
1847.

§ 4.—Des effets de la commutation

§ 4.—Effects of the Commutation

Droit de
propriété.

28. Tous biens-fonds dont la tenure a été commuée, en vertu de la présente section ou de toute autre loi, en celle de franc et commun soccage, sont sujets aux lois en force dans la province à l'égard des dispositions testamentaires, de l'octroi et de la vente, de la cession et de l'aliénation, du transport, de la transmission par hérédité des biens-fonds situés dans la province, ainsi que du partage de ces biens-fonds entre les cohéritiers s'il n'en est pas disposé par acte de dernière volonté et testament, ainsi que du douaire et autres droits

28. All lands, the tenure of which has been commuted under this division or under any other law, into a tenure in free and common soccage, shall be subject to the laws in force in the Province with respect to testamentary dispositions, and to the grant, bargain, sale, alienation, conveyance, disposal of and descent of lands therein, and the partitioning thereof among co-heirs when the same are not devised by last will and testament, and with respect to dower and other rights of married women in such lands, in the same

Rights of
owner-
ship.

des femmes mariées sur ces biens-fonds, de la même manière que le sont les biens-fonds possédés en franc-alleu roturier. S. R. 1925, c. 260, a. 28.

manner as if held *en franc-alleu roturier*. R. S. 1925, c. 260, s. 28.

Droits
sauve-
gardés.

29. Rien dans la présente section ne peut affecter, en aucune manière, les droits de la couronne, ni des personnes ou corporations, autres que ceux qui y sont spécialement mentionnés, l'intention n'étant pas de changer ou altérer aucune redevance, charge ou obligation quelconque, autres que celles spécifiées ci-dessus et dont le fonds ainsi commué était chargé et grevé avant la commutation. S. R. 1925, c. 260, a. 29.

29. Nothing in this division shall apply to or affect the rights of the Crown, or of any person or corporation, other than such as are specially mentioned therein, it not being thereby intended to alter or disturb any incumbrance, charge or liability of any kind other than such as are hereinabove specified, to which the land, the tenure whereof has been commuted, was subject previous to such commutation. R. S. 1925, c. 260, s. 29. Rights
safe-
guarded.

SECTION III

DIVISION III

DE LA LISTE DES MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS DANS LES SEIGNEURIES

LIST OF CHANGES OF OWNERSHIP IN SEIGNIORIES

Liste des
muta-
tions.

30. 1. Sur le dépôt d'une certaine somme de deniers par le propriétaire d'un fief ou d'une seigneurie entre les mains du registrateur de la division d'enregistrement dans les limites de laquelle se trouve le fief ou la seigneurie en tout ou en partie, il est tenu dans chaque bureau, en sus de tout autre livre, une liste exacte des mutations des propriétés qui se font dans chaque fief ou seigneurie.

30. 1. Upon the deposit by the owner of any fief or seigniority, of a certain sum of money in the hands of the registrar of the registration division within which such fief or seigniority is situated, either wholly or in part, such registrar shall keep, in addition to any other book required by law, an exact list of all the changes of ownership which take place in such fief or seigniority. List of
changes
in owner-
ship.

Contenu.

2. Cette liste doit contenir la date du contrat ou autre titre de mutation, les noms des parties, celui du notaire et une description sommaire des immeubles aliénés ou transmis.

2. Such list shall contain the date of the contract or other title of transfer, the names of the parties, that of the notary, and a brief description of the immoveables alienated or transferred. Contents.

Accès à
la liste.

3. Le propriétaire du fief ou de la seigneurie a accès à cette liste et peut en prendre ou en faire prendre des copies ou extraits, pendant la tenue du bureau, sans payer d'honoraires. S. R. 1925, c. 260, a. 30.

3. The owner of such fief or seigniority shall have access to such list, and he may take or cause to be taken copies or extracts therefrom, during office hours, and without payment of any fee. R. S. 1925, c. 260, s. 30. Access to
list.

SECTION IV

DIVISION IV

DES VENTES, CESSIONS ET TRANSPORTS DES RENTES CONSTITUÉES REMPLAÇANT LES DROITS SEIGNEURIAUX

THE VOLUNTARY SALE, ASSIGNMENT AND TRANS- FER OF CONSTITUTED RENTS REPLACING SEIGNIORIAL DUES

Vente des
rentes.

31. Peuvent être vendues, cédées et transportées volontairement par simple acte notarié en forme authentique et fait dans la manière ordinaire, les rentes constituées représentant les droits seigneuriaux payables par le trésorier de la province comme représentant des lods et ventes et

31. The constituted rents representing seigniorial dues, payable by the Provincial Treasurer as representing mutation fines (*lods et ventes*) and other casual dues, and those created in virtue of the seigniorial schedules, as representing *cens et rentes* and other seigniorial dues, payable by the Sale of
rents.

autres droits casuels, ainsi que celles créées en vertu des cadastres seigneuriaux comme représentant les cens et rentes et autres droits seigneuriaux payables par les propriétaires des fonds qui en sont grevés. S. R. 1925, c. 260, a. 31.

owners of the lands affected thereby, may be voluntarily sold, transferred and assigned, by a simple notarial act in authentic form in the ordinary manner. R. S. 1925, c. 260, s. 31.

Vente des rentes.

32. 1. Les rentes constituées représentant les cens et rentes et autres droits seigneuriaux payables au seigneur ou au créancier de ces rentes par les propriétaires de fonds et les droits de tout tel seigneur ou créancier en ces rentes, soit à titre absolu, pour la vie, pour un nombre d'années ou pour la vie d'un autre, peuvent être vendues, cédées et transportées collectivement ou partiellement.

32. 1. The constituted rents, representing *cens et rentes* and other seigniorial dues, payable by the owner of any land to any seignior or other creditor of such rents, and the rights of any such seignior or creditor in relation to such constituted rents, whether by an absolute title for life, for a term of years, or for the life of any other person, may be sold, transferred or assigned, either collectively or partially.

Vente collective.

La vente collective s'entend de la totalité des rentes pour tout un fief ou toute une seigneurie ou toute une partie de fief ou de seigneurie.

A collective sale is the sale of the totality of such rents for a whole fief or seignior, or for the whole of any part of a fief or seignior; Collective sale.

Vente partielle.

La vente partielle s'entend d'une ou d'un plus grand nombre de ces rentes.

A partial sale is the sale of one or more of such constituted rents. Partial sale.

Description des terres.

2. Dans le cas de vente collective, il n'est pas nécessaire d'énumérer ou de décrire les lots de terre particuliers grevés de ces rentes, mais il suffit de décrire, dans l'acte de vente, en termes généraux, par son nom originaire, par le nom qui lui est donné au cadastre, et par ses délimitations générales, le fief ou la seigneurie ou la partie de fief ou de la seigneurie renfermant les fonds sur lesquels ces rentes sont créées.

2. In the case of a collective sale, it is not necessary to enumerate or describe the particular lots of land affected by such rents; but it is sufficient to describe in the deed of sale, in general terms, by its original name, or by the name given to it in the cadastre, and by its general boundaries, the fief or seignior, or the part of the fief or seignior, comprising the lands upon which such rents are established. Description of lands.

Idem.

3. Dans le cas de vente partielle, il suffit de décrire dans l'acte de vente les rentes vendues comme étant les rentes constituées créées sur les lots de terre ou fonds portant le ou les numéros suivants: (*indiquer le ou les numéros*), ou comme étant les rentes constituées créées sur les lots de terre ou fonds portant les numéros suivants dans le cadastre, (*dont il s'agit*), c'est à savoir, sur les lots compris depuis tel ou tel numéro, jusqu'au numéro (*indiquer le dernier numéro de la série*) inclusivement, citant le numéro de référence du cadastre seulement, ou, avec ce numéro, le numéro du terrier ou de la concession spécifiée au cadastre. S. R. 1925, c. 260, a. 32.

3. In the case of any partial sale, it is sufficient to describe in the deed of sale the rents sold, as being the constituted rents created upon the lot or parcel of land bearing the number or numbers following (*give the number or numbers*), or as being the constituted rents created on the lots or parcels of land bearing the following numbers in the cadastre (*referred to*) that is to say, on the lots included from such a number to such other number (*giving the first and last numbers*), inclusively, citing the reference number of the cadastre only, or, together with such number, the number of the *terrier* or concession specified in the cadastre. R. S. 1925, c. 260, s. 32. Idem.

Signification des ventes, etc.

33. La signification des ventes, cessions ou transports de rentes constituées payables par le trésorier de la province doit se faire à l'officier du trésor chargé du paiement de ces rentes ou de leur capital, ou à

33. The signification of the sales, transfers and assignments of constituted rents, payable by the Provincial Treasurer, shall be made upon the treasury officer entrusted with the payment of the said rents, Signification of sales, etc.

toute personne agissant pour cet officier, par le ministère d'un notaire, d'après le mode usité pour la signification des ventes, cessions et transports en général.

Acte. Le notaire doit dresser acte de la signification et en garder minute.

Enregistrement. L'acte de signification doit être enregistré au bureau de la division d'enregistrement où sont situés les fonds grevés de ces rentes. S. R. 1925, c. 260, a. 33 (*partie*); 18 Geo. V, c. 76, a. 1.

Publication. **34.** Nonobstant les dispositions contraires du Code civil et notamment celles des articles 1571, 1572 et 2127, la signification des ventes, cessions ou transports de rentes constituées représentant les cens et rentes et autres droits seigneuriaux de tout ou partie d'un fief ou d'une seigneurie peut se faire en publiant la vente, la cession ou le transport dans la *Gazette officielle de Québec* pendant deux semaines consécutives.

Enregistrement. Un exemplaire de chacun des numéros de la *Gazette officielle de Québec* dans lesquels la vente, la cession ou le transport a été publié doit être déposé au bureau de la division d'enregistrement où sont situés les fonds grevés de ces rentes. S. R. 1925, c. 260, a. 33 (*partie*); 18 Geo. V, c. 76, a. 1.

or of the capital thereof, or upon any person acting for such officer, by and through a notary, according to the manner usually followed in relation to the signification of sales, assignments and transfers in general.

The notary shall draw up a deed of the signification and preserve the minute thereof. Deed.

The deed of signification shall be registered in the registry office of the registration division in which the real estate charged with such rents is situated. R. S. 1925, c. 260, s. 33 (*part*); 18 Geo. V, c. 76, s. 1. Registration.

34. Notwithstanding the provisions to the contrary in the Civil Code and particularly those of articles 1571, 1572 and 2127, every sale, transfer or assignment of constituted rents, representing *cens et rentes* and other seigniorial dues, of the whole or part of any fief or seigniority, may be signified by publishing the sale, transfer or assignment in the *Quebec Official Gazette* during two consecutive weeks. Publication.

A copy of each issue of the *Quebec Official Gazette* in which the sale, transfer or assignment was published shall be deposited in the registry office of the registration division in which the real estate charged with such rents is situated. R. S. 1925, c. 260, s. 33 (*part*); 18 Geo. V, c. 76, s. 1. Registration.

SECTION V

DIVISION V

DE LA SAISIE DES RENTES CONSTITUÉES SEIGNEURIALES

SEIZURE OF CONSTITUTED SEIGNIORIAL RENTS

Saisies des rentes. **35.** Les rentes constituées représentant les droits seigneuriaux, payables par les propriétaires de fonds comme représentant les cens et rentes ou payables par le trésorier de la province comme représentant les lods et ventes et autres droits casuels, peuvent être saisies et vendues par le shérif en vertu d'une exécution, de la même manière que les immeubles. S. R. 1925, c. 260, a. 35.

35. Constituted rents representing seigniorial dues, payable by the owners of lands as representing the *cens et rentes*, or payable by the Provincial Treasurer as representing mutation fines (*lods et ventes*), and other casual rights, may be seized and sold by the sheriff under execution in like manner as immoveables. R. S. 1925, c. 260, s. 35. Seizure of rents.

Saisie, etc., des droits aux rentes. **36.** Les droits de toute partie à la rente constituée peuvent être saisis, vendus et transférés, qu'elle soit à titre absolu, ou pour la vie, ou pour un nombre d'années, ou pour la vie d'un autre, mais les droits

36. The rights of any party in such constituted rents, may be seized, sold and transferred, whether the same be absolute, or for life, or for any term of years, or for the life of another, but the whole of the Seizure, etc., of rights.

de telle partie en telle rente doivent être vendus en entier et non par fractions. S. R. 1925, c. 260, a. 36.

rights of such party therein (and not any fractional part thereof) must be seized and sold. R. S. 1925, c. 260, s. 36.

Significa-
tion du
procès-
verbal.

37. Dans le cas de saisie entre les mains du trésorier de la province, un procès-verbal de la saisie lui est signifié à son bureau, et après cette signification, et tant que la saisie reste en vigueur, il ne doit en faire le paiement à aucune partie que ce soit.

37. In case of seizure in the hands of the Provincial Treasurer, a *procès-verbal* thereof shall be served upon him at his office, and, after such service and while the seizure remains in force, he shall not pay the same to any person whomsoever.

Service of
*procès-
verbal.*

Significa-
tion de
l'acte du
shérif.

Lorsqu'une semblable rente est vendue par exécution, une copie authentique de l'acte de vente consenti par le shérif doit être signifiée au trésorier de la province à son bureau, et ce dernier doit alors substituer l'acquéreur aux lieu et place de la partie sur laquelle la rente a été saisie. S. R. 1925, c. 260, a. 37.

When such constituted rents are sold under execution, an authentic copy of the sheriff's deed of the sale thereof shall be served upon the Provincial Treasurer at his office, and he shall thereupon substitute the purchaser in the place of the party on whom the said constituted rents were seized. R. S. 1925, c. 260, s. 37.

Service of
sheriff's
deed.

Descrip-
tion des
rentes
vendues
par le
shérif.

38. Les rentes constituées représentant les cens et rentes ou les droits en ces rentes, peuvent être saisies et vendues par le shérif sur exécution, soit collectivement (c'est-à-dire la totalité de ces rentes ou droits et sans qu'il soit nécessaire d'énumérer ou de décrire les lots particuliers ou rentes y compris), en décrivant en termes généraux sous son nom originaire et par des délimitations générales, la seigneurie ou les parties de la seigneurie où sont situés les fonds sur lesquels sont créées ces rentes constituées, soit comme les rentes constituées, créées sur des lots ou fonds portant les numéros suivants dans le cadastre de la seigneurie, et mentionnés dans le bref comme les lots depuis le numéro (*indiquer le numéro*) dans le cadastre, jusqu'au numéro (*indiquer le dernier numéro de la série*), inclusivement. S. R. 1925, c. 260, a. 38.

38. Constituted rents representing the *cens et rentes* payable to any person, or the rights of such person therein, may be seized and sold by the sheriff under execution, either collectively (that is, the whole of such rents or rights therein and without its being necessary to enumerate or describe the particular lots or rents included therein) describing in general terms, by its former name and by its general boundaries, the seigniorie or the part of the seigniorie where the lands on which such constituted rents are chargeable are situate, or as the constituted rents charged upon any lots or lands bearing the following numbers in the cadastre of the seigniorie and mentioned in the writ as the lots from number (*giving the number*) in the cadastre to number (*giving the number*) inclusively. R. S. 1925, c. 260, s. 38.

Descrip-
tion of
rents sold
by sheriff.

Notifica-
tion de la
vente par
shérif.

39. L'acte de vente, par le shérif, de rentes constituées représentant les cens et rentes, ou de droits en ces rentes doit être notifié, en en faisant faire lecture publique par un huissier de la Cour supérieure à la porte de l'église de la paroisse où sont situés les fonds sur lesquels ces rentes constituées sont payables, immédiatement après l'office divin du matin, l'un des dimanches pendant les quatre semaines après la vente du shérif: cette lecture est considérée comme un avis suffisant de cette vente donné à tous les propriétaires de ces fonds. S. R. 1925, c. 260, a. 39.

39. The sheriff's deed of sale of such constituted rents, representing *cens et rentes*, or of the rights therein, shall be notified by causing it to be read publicly by a bailiff of the Superior Court, at the door of the church of the parish in which the lands on which such constituted rents are payable are situate, immediately after divine service in the forenoon, on some Sunday within four weeks after the sheriff's sale; and by such reading all the owners of such lands shall be held to be sufficiently notified of such sale and transfer. R. S. 1925, c. 260, s. 39.

Notifica-
tion of
sheriff's
deed.

Effet de la vente.

40. Cette vente n'a l'effet de transporter que les droits du créancier de ces rentes constituées; le rachat de ces rentes effectué antérieurement, ou le droit d'opérer ce rachat, n'est pas affecté par la vente, mais ce droit peut être exercé comme si la vente n'eût pas eu lieu. S. R. 1925, c. 260, a. 40.

40. Such sale shall transfer no more than the rights of the creditor of such constituted rents, and the redemption of such constituted rents theretofore effected, or the right to redeem the same, shall not be affected by such sale, but such right of redemption may be exercised as if such sale had not taken place. R. S. 1925, c. 260, s. 40.

Saisie des deux espèces de rentes.

41. Les rentes constituées payables par le trésorier de la province et les rentes constituées représentant les cens et rentes doivent être comprises dans le même bref, si la saisie en est faite en même temps et par la même partie, ou dans des brefs distincts si elles sont saisies à différentes époques ou par différentes parties. S. R. 1925, c. 260, a. 41.

41. Constituted rents payable by the Provincial Treasurer and constituted rents representing *cens et rentes*, shall be included in the same writ, if seized at the same time by the same party, or in different writs if seized at different times or by different parties. R. S. 1925, c. 260, s. 41.

Droit à une seigneurie.

42. 1. Tout droit à une seigneurie ou sur une seigneurie, qui a surgi avant ou après l'avis publié dans la *Gazette du Canada* du dépôt du cadastre de telle seigneurie, a continué d'exister et peut être exercé sur les rentes constituées représentant les droits seigneuriaux dans telle seigneurie, et peut être exécuté sur ces rentes.

42. 1. Any claim to or upon any seignior, whether arising before or after the notice in the *Canada Gazette* of the deposit of the schedule of such seignior, has continued to exist and may be exercised upon the constituted rents representing the seigniorial rights in such seignior, and may be enforced upon the same.

Partie divisée ou indivise.

2. Si ce droit a trait à une partie définie et divise de la seigneurie, il comprend et affecte les rentes constituées payables sur les fonds compris dans cette partie; mais s'il se rapporte à une partie indivise de la seigneurie, il comprend alors et affecte la partie indivise de telles rentes, ainsi que des rentes constituées payables par le trésorier de la province, proportionnellement à cette partie indivise de la seigneurie.

2. If such claim be to or upon a definite and divided portion of such seignior, it shall apply to and affect the constituted rents payable on the lands comprised in such portion; but if it be to or upon an undivided portion of the seignior, then it shall affect and apply to an undivided portion of such rents, and also of the constituted rents payable by the Provincial Treasurer proportionate to such undivided portion of the seignior.

Description des rentes.

3. Dans toute action ou poursuite pour l'exercice de ces droits, les rentes constituées peuvent être décrites en la manière ci-dessus indiquée pour la saisie, et sans qu'il soit nécessaire d'énumérer ou de décrire les lots particuliers ou rentes y compris.

3. In any suit or proceeding for enforcing such rights, the constituted rents may be described as hereinbefore provided with respect to the seizure thereof, and without its being necessary to enumerate or describe the particular lots or rents included therein.

Publication du jugement.

4. Tout jugement constatant ces droits doit être publié aux portes des églises des paroisses où est située la seigneurie ou la partie divisée de la seigneurie, par un huissier de la Cour supérieure, immédiatement après l'office divin du matin, l'un des dimanches pendant les quatre semaines après le prononcé du jugement, ou, s'il en est appelé, après que le jugement en appel qui

4. Any judgment establishing such claim shall be published at the doors of the churches in the parishes comprised in or comprising such seignior or such divided portion thereof, by a bailiff of the Superior Court, immediately after divine service in the forenoon on some Sunday within four weeks after the rendering of such judgment, or, if it be appealed from, after the judg-

le confirme a été rendu; une copie en est signifiée au trésorier de la province à son bureau.

ment in appeal confirming it; and a copy thereof shall be served upon the Provincial Treasurer, at his office.

Effet.

5. Ce jugement est alors considéré comme ayant été suffisamment notifié aux propriétaires des fonds sur lesquels ces rentes constituées sont payables et au trésorier de la province, lesquels doivent se conduire en conséquence; mais nul semblable jugement ne peut affecter le rachat antérieurement effectué d'aucune de ces rentes constituées ni le droit d'en opérer le rachat, ni avoir l'effet de transporter plus que les droits du créancier de ces rentes constituées. S. R. 1925, c. 260, a. 42.

5. Such judgment shall be then held to be sufficiently notified to the owners of the lands on which such constituted rents are payable, and to the Provincial Treasurer, who shall govern themselves accordingly; but no such judgment shall affect any redemption of any such constituted rents theretofore effected or any right to redeem the same, nor shall anything more than the rights of the creditor of such constituted rents be transferred by such judgment. R. S. 1925, c. 260, s. 42.

Effect.

SECTION VI

DIVISION VI

DES ACTIONS POUR RENTES CONSTITUÉES REPRÉSENTANT LES DROITS SEIGNEURIAUX

SUITS FOR CONSTITUTED RENTS

Action personnelle.

43. Les actions pour le recouvrement de rentes constituées représentant les droits seigneuriaux ou pour arrérages de ces rentes, peuvent être intentées par le propriétaire du capital de la rente, comme actions purement personnelles contre le détenteur du fonds grevé.

43. Suits for the recovery of constituted rents replacing seigniorial dues, or for arrears thereof, may be instituted by the owner of the capital of such rents as a purely personal action against the holder of the immoveable incumbered. Personal action.

Jurisdiction, etc.

Ces actions peuvent être intentées soit devant la Cour de circuit ou devant la Cour de magistrat, et quant à la juridiction du tribunal, la procédure et les frais, elles sont, nonobstant les articles 55, 56 et 1132 du Code de procédure civile, considérées comme des actions purement personnelles et comme n'ayant aucun rapport à des terres ou héritages, rentes annuelles, ou autres matières qui peuvent affecter les droits futurs.

These suits may be instituted either in the Circuit Court or the Magistrate's Court, and, as respects the jurisdiction of the court, the procedure and the costs, shall be considered notwithstanding articles 55, 56 and 1132 of the Code of Civil Procedure, as purely personal actions, and as having no relation to lands or immoveable property, annual rents or other matters involving future rights. Jurisdiction, etc.

Exécution.

Quel que soit le montant du jugement obtenu dans ces actions, il peut, à défaut de meubles suffisants, être exécuté après un an de délai par la saisie et la vente de l'immeuble grevé. S. R. 1925, c. 260, a. 43.

Whatever may be the amount of the judgment rendered in any such action, the judgment, in default of sufficient moveables, may be executed, after one year, by the seizure and sale of the immoveable incumbered. R. S. 1925, c. 260, s. 43. Execution.

Avis de poursuite.

44. Sauf le cas où une saisie-arrêt avant jugement pourrait être émise, une action pour le recouvrement de rentes constituées représentant les droits seigneuriaux ou pour arrérages de ces rentes, ne peut être intentée qu'après un avis de quinze jours donné au censitaire par lettre recommandée. Le certificat d'enregistrement du maître de poste de la localité d'où la lettre

44. Except where an attachment before judgment may be issued, an action for the recovery of constituted rents representing seigniorial rights, or for arrears thereof, shall not be taken until after a notice of fifteen days has been given to the *censitaire* by registered letter. The certificate of registration of the postmaster of the place where the letter was posted shall be *prima* Notice of suit.

a été expédiée fait preuve, à première vue, de l'expédition de cet avis dont les frais de port sont à la charge du débiteur en défaut. S. R. 1925, c. 260, a. 44.

facie evidence of the sending of such notice, and the cost of the sending shall be borne by the debtor in default. R. S. 1925, c. 260, s. 44.

SECTION VII

DE LA REPRISE DES TERRES ABANDONNÉES DANS LES SEIGNEURIES

Interprétation.

45. Dans la présente section, le mot "seigneur" comprend tout propriétaire de droits seigneuriaux ou de rentes constituées qui les représentent, et le mot "censitaire" toute personne qui est chargée du paiement de ces droits ou rentes. S. R. 1925, c. 260, a. 45.

Réclamations hypothécaires.

46. Rien dans la présente section ne doit préjudicier aux droits des personnes qui ont des réclamations hypothécaires sur la terre; mais l'exercice de ces droits est sujet au paiement par telles personnes de tous les arrérages de droits seigneuriaux alors dus.

Privilège du seigneur.

Le privilège du seigneur s'étend aux dix années de ces arrérages de droits seigneuriaux et de rentes constituées nonobstant l'article 2012 du Code civil, mais le seigneur ne peut recouvrer dix années d'arrérages que dans le cas prévu en l'article 47. S. R. 1925, c. 260, a. 46.

Recouvrement par un seigneur.

47. Si une terre assujettie au paiement des droits seigneuriaux ou des rentes constituées qui les représentent, a été abandonnée et est restée abandonnée pendant vingt ans ou plus, et que les arrérages de droits seigneuriaux ou rentes pour plus de dix ans n'ont pas été payés, le seigneur peut reprendre cette terre et entrer en possession d'icelle en procédant d'une manière sommaire tel qu'il est ci-après déterminé.

Présomption.

Est censé avoir abandonné sa terre tout censitaire qui a cessé de l'occuper par lui-même ou par sa famille et qui n'a pas transporté ses droits à la terre, ou qui, les ayant transportés, n'a pas donné au seigneur avis par écrit du transport.

Possession actuelle.

La possession actuelle de la terre, par quelque personne que ce soit, n'est pas considérée comme équivalant à un avis de ce transport. S. R. 1925, c. 260, a. 47.

DIVISION VII

REENTRY UPON ABANDONED LANDS IN SEIGNIORIES

Interpretation.

45. In this division the word "seignior" comprises every owner of seigniorial dues or of the constituted rents created in lieu of seigniorial dues, and the word "censitaire" every person bound to the payment of such dues or rents. R. S. 1925, c. 260, s. 45.

Hypothecary claim.

46. Nothing in this division shall prejudice the rights of any person having any hypothecary claim upon any such land; and the exercise of such rights shall be subject to payment by such persons of all the arrears of the seigniorial dues aforesaid then exigible.

Seigniors' privilege.

The privilege of the seigniors shall extend to ten years of such arrears of seigniorial dues and constituted rents, anything to the contrary mentioned in article 2012 of the Civil Code notwithstanding, but the seignior shall receive such arrears of seigniorial dues for such ten years only in the case mentioned in section 47. R. S. 1925, c. 260, s. 46.

Recovery by seignior.

47. Whenever any land, subject to the payment of seigniorial dues or of any constituted rents created in lieu thereof, has been abandoned, and has remained abandoned during twenty years or more, and arrears of such dues or rents for more than ten years have not been paid, the seignior may recover such land and reenter into possession thereof, by proceeding in a summary manner, as hereinafter set forth.

Presumption.

Every *censitaire* who, having ceased to occupy the land by himself or by his family has either made no transfer of his rights on the land, or has made a transfer but has not notified the seignior in writing, shall be deemed to have abandoned the land.

Actual possession.

The actual possession of the land by any person shall not be deemed to be a notice of any such transfer. R. S. 1925, c. 260, s. 47.

Avis aux
censitaires.

48. Un avis est signifié au censitaire, énonçant qu'aux temps et lieu y mentionnés, le seigneur s'adressera à un juge de la Cour supérieure afin de reprendre la terre, ou, si le censitaire ne peut être trouvé dans le district, il peut être assigné à comparaître en la manière prescrite par l'article 136 du Code de procédure civile.

48. A notice shall be served upon the *censitaire*, stating that, at the time and place therein mentioned, the seignior will apply to a judge of the Superior Court to recover the land, or, if the *censitaire* cannot be found within the district, he may be ordered to appear in the manner prescribed by article 136 of the Code of Civil Procedure.

Avis à l'occupant.

L'avis est également signifié à toute personne qui est alors l'occupant de la terre. S. R. 1925, c. 260, a. 48.

The notice shall likewise be served upon any person then in actual possession of the land. R. S. 1925, c. 260, s. 48.

Délai de signification.

49. Le délai qui s'écoule entre la signification de l'avis et le jour auquel la demande est faite, est celui qui est déterminé, pour les causes ordinaires, par l'article 149 du Code de procédure civile, ou celui qui est accordé par l'article 136, selon le cas. S. R. 1925, c. 260, a. 49.

49. The delay between the service of the notice and the day on which the application is to be made, shall be that prescribed for ordinary cases by article 149 of the Code of Civil Procedure, or that given by article 136, as the case may require. R. S. 1925, c. 260, s. 49.

Requête.

50. Après que l'avis a été ainsi donné, et aux temps et lieu y mentionnés, le seigneur peut, par une requête énonçant les faits de la cause, et appuyée d'un affidavit et de la production de la preuve écrite de la concession s'il a cette preuve en sa possession, demander à un juge de la Cour supérieure que la concession soit déclarée nulle, et qu'il soit mis en possession de la terre. S. R. 1925, c. 260, a. 50.

50. After notice has been so given, and at the time and place therein mentioned, the seignior, by a petition setting forth the facts of the case and supported by affidavit and production of the written evidence of the concession, if in his hands, may apply to a judge of the Superior Court to have the concession declared void, and to be put in possession of the land. R. S. 1925, c. 260, s. 50.

Contestation.

51. Il n'est permis de contester cette requête que par des contre-affidavits produits dans les trois jours qui suivent sa présentation. S. R. 1925, c. 260, a. 51.

51. No contestation of the petition shall be allowed except by counter-affidavits produced within three days after the presentation of the petition. R. S. 1925, c. 260, s. 51.

Jugement.

52. À l'expiration du délai de trois jours, le juge peut, à sa discrétion, rejeter la requête ou rendre un jugement déclarant la concession nulle, et ordonnant la radiation de son enregistrement, et autorisant le requérant à prendre possession de la terre sans préjudice, dans tous les cas, des droits des créanciers hypothécaires, s'ils payent les droits seigneuriaux ou rentes jusqu'à concurrence de dix années auxquelles le privilège du seigneur s'étend.

52. After the delay of three days the judge may, in his discretion, either dismiss the petition or render a judgment declaring the concession void, and ordering the cancellation of the registration thereof, and authorizing the petitioner to take possession of the land, without prejudice in any case to the rights of hypothecary creditors, if they pay the seigniorial dues or rents in arrears for the ten years to which the seignior's privilege extends.

Action ordinaire.

Dans le cas où tel jugement rejette la requête, il ne préjudicie pas au seigneur dans le droit qu'il peut avoir par la loi d'intenter une action en la manière ordinaire. S. R. 1925, c. 260, a. 52.

In the event of the judgment dismissing the petition, it shall not prejudice the seignior in any right he may have by law of bringing an action in the ordinary manner. R. S. 1925, c. 260, s. 52.

Empêchement du jugement.

53. Il n'est pas rendu de jugement si le censitaire, ou toute personne agissant par lui ou relevant de lui, paye, soit au seigneur ou au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, les droits seigneuriaux ou rentes dus sur la terre, et tous les frais encourus par le seigneur. S. R. 1925, c. 260, a. 53.

53. No such judgment shall be rendered, if the *censitaire*, or any person for him or holding under him, pays, either to the seignior or into the office of the prothonotary of the Superior Court, the full amount of all such dues or rents remaining unpaid in respect of the land in question, and all costs incurred by the seignior. R. S. 1925, c. 260, s. 53.

Bref de possession.

54. Si le seigneur est empêché par quelque personne de prendre possession de la terre sous l'autorité du jugement, il peut demander au protonotaire de la Cour supérieure, et en obtenir un bref de possession pour expulser cette personne, et le mettre en possession, et l'article 611 du Code de procédure civile s'applique à ce bref. S. R. 1925, c. 260, a. 54.

54. If the seignior be prevented by any person from taking possession of the land in virtue of the judgment, he may apply for and obtain from the prothonotary of the Superior Court, a writ of possession to eject such person and place the seignior in possession, and article 611 of the Code of Civil Procedure shall apply to such writ. R. S. 1925, c. 260, s. 54.

Appel par le censitaire.

55. Le censitaire peut appeler du jugement à la Cour du banc du roi, siégeant en appel et les articles 1209 à 1248 du Code de procédure civile s'appliquent à cet appel. S. R. 1925, c. 260, a. 55; 18 Geo. V, c. 93, a. 9.

55. The *censitaire* may appeal from the judgment, to the Court of King's Bench sitting in appeal, and articles 1209 to 1248 of the Code of Civil Procedure shall apply to such appeal. R. S. 1925, c. 260, s. 55; 18 Geo. V, c. 93, s. 9.

Archives.

56. Tous documents formant partie des procédures adoptées en vertu de la présente section forment partie des archives de la Cour supérieure. S. R. 1925, c. 260, a. 56.

56. All documents in proceedings under this division shall form part of the records of the Superior Court. R. S. 1925, c. 260, s. 56.

Dépens.

57. Les frais dans les procédures prises en vertu de la présente section sont les mêmes que ceux alloués par le tarif de la Cour de circuit pour les causes au-dessus de cent dollars; les honoraires des avocats doivent être, s'il n'y a pas de contestation, les mêmes que ceux accordés par ce tarif, dans le cas où la cause est réglée après l'inscription pour enquête et audition, mais avant la clôture de l'enquête, et, s'il y a contestation, les mêmes que ceux accordés dans le cas où la cause est réglée après la production d'un plaidoyer au fond, mais avant l'inscription sur le rôle des enquêtes et auditions. S. R. 1925, c. 260, a. 57.

57. The costs in proceedings taken under this division are the same as those allowed by the tariff of the Circuit Court in cases above one hundred dollars. The fees of the advocates shall be, if there be no contestation, the same as those allowed by the said tariff, where the case is settled after inscription upon the roll for proof and hearing but before the closing of the evidence, and, if there be a contestation, the same as those allowed where the case is settled after the filing of a plea to the merits, but before inscription on the roll for proof and hearing. R. S. 1925, c. 260, s. 57.

SECTION VIII

DIVISION VIII

DE LA STATISTIQUE DES DROITS SEIGNEURIAUX

STATISTICS OF SEIGNIORIAL RIGHTS

État transmis par les créanciers.

58. Tout créancier de droits seigneuriaux ou de rentes constituées qui les représentent, devait, le ou avant le premier

58. Every creditor of seigniorial rights or of the constituted rents representing the same had to transmit, on or before the

Preventing judgment.

Writ of possession.

Appeal by *censitaire*.

Costs, etc.

Statement by creditor.

novembre, 1928, transmettre au bureau des statistiques de Québec, constitué sous l'autorité de l'article 31 de la Loi du secrétariat (Statuts refondus, 1925, chapitre 18), un état du montant qui représentait le capital des rentes, droits ou rentes constituées dans chaque municipalité, ou localité, suivant le cas. S. R. 1925, c. 260, a. 58; 18 Geo. V, c. 77, a. 1.

1st of November, 1928, to the Quebec Statistical Bureau, established under the authority of section 31 of the Provincial Secretary's Department Act (Revised Statutes, 1925, Chapter 18) a statement of the amount which represented the capital of the rents, rights or constituted rents in each municipality or locality, as the case may be. R. S. 1925, c. 260, s. 58; 18 Geo. V, c. 77, s. 1.

Avis du
rachat.

59. Ledit créancier doit, ensuite, transmettre au bureau des statistiques de Québec, avant le premier novembre de chaque année, un avis du rachat desdits droits seigneuriaux ou rentes constituées opéré au cours des douze mois précédents. Cet avis doit indiquer le montant du capital payé et les autres détails mentionnés dans l'article précédent. S. R. 1925, c. 260, a. 59; 18 Geo. V, c. 77, a. 1.

59. Such creditor shall, thereafter, transmit to the Quebec Statistical Bureau, before the 1st of November of each year, a notice of the redemption of said seigniorial rights or constituted rents effected during the preceding twelve months. Such notice shall indicate the amount of capital paid and the other details mentioned in the preceding section. R. S. 1925, c. 260, s. 59; 18 Geo. V, c. 77, s. 1.

Notice of
redemption.

Infraction
et peine.

60. Le défaut de se conformer aux prescriptions ci-dessus constitue une infraction à la présente section, et la personne qui s'en rend coupable est passible, en sus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars.

60. Failure to comply with the above provisions shall constitute an offence against this Division and the person found guilty thereof shall be liable, in addition to the payment of the costs, to a fine not exceeding fifty dollars.

Offence
and
penalty.

Société,
etc.

S'il s'agit d'une société ou d'une corporation, au lieu des peines édictées ci-dessus, cette société ou corporation est passible d'une amende de pas moins de deux cents dollars. S. R. 1925, c. 260, a. 60; 18 Geo. V, c. 77, a. 1.

If a firm or corporation be concerned, instead of the penalty above enacted, such firm or corporation shall be liable to a fine of not less than two hundred dollars. R. S. 1925, c. 260, s. 60; 18 Geo. V, c. 77, s. 1.

Firm, etc.

Disposi-
tions ap-
plicables.

61. Les dispositions de la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29) s'appliquent à la présente section. S. R. 1925, c. 260, a. 61; 18 Geo. V, c. 77, a. 1.

61. The provisions of Part I of the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29) shall apply to this Division. R. S. 1925, c. 260, s. 61; 18 Geo V, c. 77, s. 1.

Provisions
to apply.

Exécu-
tion de
la loi.

62. Le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution de la présente section. S. R. 1925, c. 260, a. 62; 18 Geo. V, c. 77, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 9.

62. The Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce shall be charged with the carrying out of this Division. R. S. 1925, c. 260, s. 62; 18 Geo. V, c. 77, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 9.

Carrying
out of act.

FORMULE

1.—(Article 22)

Acte ou titre de commutation

PAR-DEVANT nous, notaire soussigné, de la province de Québec, résidant à _____, dans la province de Québec, fut présent _____, résidant à _____, agent dûment nommé aux fins ci-dessous mentionnées pour la seigneurie de _____ appartenant à Sa Majesté (*suivant le cas*), lequel, à la réquisition de A. (*nom, profession et résidence*), partie aux présentes, et comparaisant aussi devant nous dit notaire, de lui (*ou leur*) accorder, conformément à l'acte ci-dessous mentionné du Parlement impérial, et de la section deuxième de la Loi des Seigneuries, chapitre 321 des Statuts refondus, 1941, une commutation des droits de cens et rentes et de toutes charges féodales et seigneuriales auxquels il peut être sujet pour et à raison du lot de terre dont il est propriétaire et possesseur, situé dans la seigneurie de _____, et désigné dans le titre de concession de lui, ledit A. comme suit: (*insérer la désignation du lot ou des lots*); ledit lot appartenant au dit A. pour l'avoir acquis de B. par acte, etc., et quitte de tous arrérages de redevances seigneuriales jusqu'à ce jour (*ou sur lequel il est dû \$ _____*, pour arrérages de cens et rentes et lods et ventes, suivant règlement de compte de ce jour), agissant par ces présentes pour et au nom de Sa Majesté, conformément à la loi comme susdit, a acquitté, libéré et déchargé de ce jour et à toujours, ledit lot de terre de tous droits de cens et rentes, droits de banalité de moulin, de retrait et de tous droits féodaux et seigneuriaux quelconques, auxquels ledit lot est assujéti ou dont il est chargé; en sorte que, en vertu des présentes, la tenure dudit lot de terre est de ce jour et à toujours, convertie en celle de franc et commun soccage, conformément à l'acte passé par le Parlement du Royaume-Uni en la troisième année du règne de feu Sa Majesté le roi George IV, intitulé: "Acte pour régler le commerce des provinces du Bas et du Haut Canada et pour d'autres fins relatives auxdites provinces", et ne sera plus jamais tenu ni possédé sous

FORM

1.—(Section 22)

Deed of Commutation

Before me the undersigned Notary for the Province of Quebec, residing at _____ in the Province of Quebec, appeared the agent duly appointed for the purposes hereinafter mentioned _____ for the seigniorie of _____ appertaining to His Majesty (*as the case may be*) who, on the application to him made by A., (*name, occupation and residence*) a party to these presents, and appearing also before me the said Notary, to grant him (*or them*) in conformity with the act hereinafter mentioned of the Imperial Parliament, and of Division II of the Seigniories Act, chapter 321 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, a commutation of the *droits de cens et rentes*, and all feudal and seigniorial burthens whatsoever to which he may be subject in respect of the lot of land whereof he is owner and possessor, situate in the seigniorie of _____ and described in the deed of concession from the said A as follows: (*Insert a description of the lot or lots*) the said lot appertaining to the said A, by whom it was acquired from B by deed, etc., and free from arrears of seigniorial dues up to this date, (*or being charged with the sum of \$ _____ for arrears of cens et rentes and mutation fines (lods et ventes) according to account this day adjusted*)—by these presents, acting for and in the name of and on behalf of His Majesty pursuant to law as aforesaid, hath from this day forever acquitted, released and discharged the said lot of land of and from all *droits de cens et rentes, droits de banalité de moulin, de retrait*, and all the feudal and seigniorial rights whatsoever, to which the said lot is subject or liable; so that by these presents the tenure of the said lot of land is from this day forever converted into that of free and common soccage, in conformity with the act passed by the Parliament of the United Kingdom in the third year of the reign of His late Majesty King George IV, intituled *An Act to regulate the Trade of the Provinces of Lower and Upper Canada*,

aucune autre tenure quelconque, par ledit A., ses hoirs et ayants cause.

Lesdites commutation, quittance et décharge sont ainsi faites et consenties pour et moyennant la somme de , savoir: le capital représentant la somme de , montant des cens et rentes dont ledit lot est chargé par et en vertu du titre de concession, et la somme de , étant le prix de commutation de tous droits, charges et redevances seigneuriales afférant à Sa Majesté, laquelle-dite somme de a été payée comptant, dont quittance par les présentes (ou demeure à rente constituée rachetable à toujours, en paiements de pas moins de ou chacun, ou payable à la fin de ans, avec intérêt légal sur cette somme payable annuellement).

Et quant aux arrérages ci-dessus mentionnés, ledit A. s'oblige de les payer (*décrire les termes de paiement*) avec l'intérêt légal (ou sans intérêt, *suivant le cas*).

Et pour sûreté desdits arrérages et prix de commutation dus à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, il est par le présent fait réserve, sans novation ou dérogation quelconque, des mêmes recours légaux, privilèges, priorité d'hypothèque que Sa Majesté, ses héritiers et successeurs auraient eus, pour tous droits de cens et rentes, et autres droits éteints par la présente commutation, et représentés par ladite somme.

Fait et passé le jour du mois de de l'année mil neuf cent à

Lesdits ayant signé avec nous dit notaire, lecture faite.

S. R. 1925, c. 260, formule 1.

and for other purposes relating to the said Provinces, and shall never again be held and possessed by the said A, his heirs and assigns, under any other tenure whatsoever.

The said commutation, release and discharge are thus made and granted for and in consideration of the sum of

to wit; the principal sum representing the sum of dollars, the amount of the *cens et rentes* payable in respect of the said lot by virtue of and under the deed of concession, and the sum of being the commutation

money for all other seigniorial rights, dues and burthens to which His Majesty was heretofore entitled, which said sum of was forth-

with paid and the receipt whereof is hereby acknowledged (or is to remain a quit-rent, *rente constituée rachetable à toujours*) redeemable in payments of no less than

or each (or is payable at the end of years) with legal interest to be paid thereon annually.

As to the arrears above mentioned, the said A obliges himself to pay them (*describe the terms of payment*) with legal interest (or without interest, *as the case may be*).

For the security of the payment of the said arrears and commutation money to His Majesty, His Heirs and Successors, reserve is hereby made without any novation or derogation whatever, of the same legal recourse, privileges and priority of hypothec as His Majesty, His Heirs and Successors would have had for any *droits de cens et rentes*, or other rights extinguished by the present commutation and represented by the said sum.

Done and passed in the year one thousand nine hundred and on the day of at

The said having signed with me, the said Notary, these presents being first duly read. R. S. 1925, c. 260, form 1.